

## Rapport revendicatif CEN du 14 au 16 novembre 2023

Samedi 7 octobre, le Hamas a déclenché une offensive d'une violence inédite, s'en prenant à de très nombreuses cibles civiles. La CGT a immédiatement condamné et condamne encore cette escalade qui endeuille et a pris pour cible des millions de civils israéliens comme palestiniens et dessert la cause palestinienne.

Pour la CGT, par la voie de sa secrétaire générale, « *le débat public, en France et en Europe (...) est honteux avec une mise en concurrence et une hiérarchisation des morts. La Cgt a toujours été très claire en refusant de choisir ses victimes. Nous dénonçons l'assassinat de tous les civils, israéliens et palestiniens, nous dénonçons l'augmentation préoccupante en France de l'antisémitisme, du racisme et de l'islamophobie. Nous exigeons surtout, depuis un mois, un cessez-le-feu immédiat.* » Sophie Binet, a insisté « pour qu'une paix juste et durable voit le jour, pour que les Israéliens puissent avoir le droit de vivre en sécurité, la justice est indispensable et les résolutions de l'ONU, foulées aux pieds par le gouvernement Netanyahu, doivent être respectées. »

La CGT appelle le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre une résolution exigeant l'arrêt immédiat de toutes les hostilités et permettant aux organisations humanitaires d'intervenir sans délai. Au-delà, il n'y aura pas de paix durable sans justice. La CGT demande l'ouverture d'un processus de paix et la recherche d'une solution politique et diplomatique, seule à même de mettre fin à la terreur et à la guerre qui meurtrit cette région du monde depuis 1948. Ce processus de paix doit reposer sur le respect du droit international et des résolutions de l'ONU et sur la création d'un État de Palestine viable et souverain au côté de l'État d'Israël, l'un et l'autre régis par un fonctionnement démocratique.

La CGT adresse tout son soutien aux victimes israéliennes et palestiniennes et à leurs familles, ainsi qu'aux organisations syndicales avec qui elle travaille, la PGFTU (Palestine) et Koach La Ovdim (Israël).

Ce cap franchi dans le conflit israélo-palestinien a un impact déflagrateur sur tout le Proche et Moyen-Orient et mobilise au-delà les opinions publiques mondiales. La CGT appelle donc solennellement le gouvernement et le président de la République à avoir la hauteur de vue qu'exige la gravité de la crise et à adopter, une position condamnant l'agression du Hamas et, également, la violence et l'impasse de la politique du gouvernement Israélien d'extrême droite. Les propos tenus jusqu'à peu, restaient clairement déséquilibrés, E. Macron a daigné enfin, il n'y a que quelques jours, à demander un cessez le feu, dans une interview à l'étranger.

Pour la CGT il est urgent et nécessaire que la classe politique française :

- **Condamne clairement le terrorisme du Hamas**, l'assassinat de 1400 civils israéliens et appeler à la libération immédiate des 220 otages
- **Condamne tout aussi clairement les bombardements de Gaza** qui ont déjà fait plus de 10 000 morts palestiniens dont 5000 enfants et demander un cessez le feu immédiat sans condition.
- **Condamne avec autant de force l'antisémitisme** en cessant de le justifier par la question du conflit israélo palestinien, le racisme et l'islamophobie en rappelant sans cesse que ces

questions sont au cœur des idéologies d'extrême droite et qu'il est donc de notre responsabilité de maintenir et renforcer un cordon sanitaire Républicain pour empêcher le gravissime processus de banalisation du rassemblement national qui est à l'œuvre.

En raison de la présence du RN, parti ostensiblement raciste et xénophobe, à la manifestation de dimanche 12 novembre dernier, à l'appel des présidences de l'Assemblée nationale, du CESE et du Sénat, la CGT n'était ni appelante ni présente.

Mais la CGT tient à exprimer (ce qu'elle a fait au rassemblement organisé par le RAAR – Réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes) toute la solidarité de la CGT avec la communauté juive de France victime d'actes antisémites en forte augmentation, ayant parfois de la famille en Israël victime des attaques du Hamas, et ne se sentant au final en sécurité nulle part.

- Non, la communauté juive n'est pas responsable de la politique de l'Etat d'Israël
- Non, rien ne justifie ou n'excuse jamais l'antisémitisme
- Non, critiquer la politique de l'Etat d'Israël, défendre les droits des palestiniens ce n'est pas être antisémite
- Oui, il est nécessaire d'identifier l'antisémitisme, cette forme particulière de racisme et de mener des actions spécifiques pour la dénoncer.
- Oui, nous avons beaucoup à progresser sur le sujet, y compris au sein du mouvement ouvrier qui a lui aussi longtemps – et encore aujourd'hui – toléré ou minimisé l'antisémitisme.

**Dans la période troublée, anxiogène et violente que nous vivons, nous avons besoin de trouver le moyen de sortir de cette terrible polarisation du débat public.**

**Nous avons besoin d'avoir des phares, des boussoles, équilibrées qui savent donner un cap démocratique et émancipateur.**

**La CGT revendique :**

- Le cessez-le-feu immédiat
- L'arrêt des bombardements et des déplacements forcés de la population
- La protection du peuple Palestinien à Gaza et en Cisjordanie
- La liberté d'expression et de manifestation, les libertés démocratiques fondamentales
- Une paix juste et durable entre palestiniens et israéliens

Avant de passer à la suite du rapport, je vous propose de visionner l'intervention de Madame Hala Abou Hassira, Ambassadrice de la Palestine en France qui s'est adressée au CCN mardi 7 novembre dernier.

La CGT appelle les travailleuses et les travailleurs et plus globalement la population à maintenir la pression sur le gouvernement en se rassemblant et en manifestant massivement le 18 novembre prochain. Le tract est en cours de réalisation.

Même s'il est difficile de continuer le rapport après cette intervention, rappelons que concernant la situation internationale, le monde tremble toujours des crises et des guerres. Plusieurs autres

situations sont dramatiques et peu médiatisées comme : au Nyanmar, en Haïti, en république démocratique du Congo, la Corne de l'Afrique (Éthiopie, Kenya et somalie), et encore beaucoup d'autres...

Et notamment la situation en Afghanistan où la prise de contrôle par les talibans en 2021 a entraîné une détérioration majeure de la situation humanitaire et des droits de l'homme dans le pays, mais surtout des droits des femmes !

C'est pourquoi il est urgent que toute la CGT s'investisse dans la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes le 25 novembre prochain. A la date du 8 novembre dernier c'est le 115e féminicide depuis le début de l'année. En France, une femme meurt tous les 3 jours sous les coups de son conjoint ou ex conjoint, 170 viols ou tentatives de viol par jour ont lieu en France dont 8 sur le lieu de travail, 20 % des femmes sont victimes de harcèlement sexuel au travail... Le 25 novembre, ensemble, partout sur le territoire, luttons contre ces violences au travail et dans la vie.